Quelques figures historiques du mouvement syndical tunisien

dimanche 18 novembre 2012, par BARON Alain, Union syndicale Solidaires (Date de rédaction antérieure : 16 novembre 2012).

Sur les murs de tout local syndical, trônent les portraits des fondateurs du syndicalisme tunisien aux côtés de leaders nationalistes arabes, dont le Palestinien Yasser Arafat. Pour mieux comprendre le présent, il est utile de chercher à comprendre le parcours de ces syndicalistes auxquels font toujours référence nombre de Tunisiens.
NB : des photos des fondateurs du syndicalisme tunisien sont reproduites dans la version en ligne sur le site de l'Union syndicale Solidaires.
http://orta.dynalias.org/solidint/depot/solidint/revue-8/D1.%20Figures%20syndicales%20historiques.pdf

Sommaire

- Mohamed Ali (1894-1928)
- Tahar Haddad (1898-1935)
- Jean-Paul Finidori
- Farhat Hached (1914-1952)
- Ahmed Tlili (1916-1967)
- Habib Achour (1913-1999)

Mohamed Ali (1894-1928)

El Hammi Mohamed Ali est né en 1894 à El Hamma de Gabès. A 12 ans, il part travailler à Tunis, puis s'engage en 1911 dans la guerre contre l'invasion italienne de l'actuelle Lybie. Après la première guerre mondiale, il fait des études d'économie en Allemagne. Revenu en 1924 à Tunis, il songe à créer des coopératives populaires où les travailleurs tunisiens s'uniraient pour défendre leurs intérêts. C'est alors qu'éclate la grève des dockers, une des rares professions salariées où les Tunisiens sont majoritaires. Ils réclament notamment l'égalité salariale avec leurs collègues de Marseille. L'Union départementale CGT refuse de soutenir cette grève, et Mohamed Ali participe à la création d'un comité de soutien avec l'aide des communistes. Dans la foulée est fondée, le 3 décembre 1924, la CGTT dont l'objectif premier est de défendre les revendications des travailleurs tunisiens, marginalisés dans l'UD CGT.
Soutenue par la Fédération communiste et la CGTU, la nouvelle centrale est combattue par toutes les autres forces.
En février 1925, la répression coloniale s'abat sur la CGTT et ses alliés. Les principaux dirigeants se retrouvent en prison, puis expulsés de Tunisie. Mohamed Ali meurt en exil trois ans plus tard.

Tahar Haddad (1898-1935)

Fils d'un commerçant modeste, El Tahar Haddad était diplômé de l'enseignement supérieur islamique. Il a, dès son jeune âge, pris une part active à la lutte contre le colonialisme.
Ami d'un militant communiste, Tahar Haddad a pris conscience de la situation des ouvriers tunisiens en la comparant à celle de leurs homologues européens, ainsi que lors des nombreuses grèves déclenchées un peu partout dans le pays. Après avoir milité au Destour, Tahar Haddad se joint à son ami Mohamed Ali Hammi pour constituer des mutuelles appelées à venir en aide aux travailleurs. Il a ensuite fondé avec lui, en octobre 1924, la première Confédération Générale des Travailleurs de Tunisie (CGTT).
Alliant défense des droits des travailleurs et relecture révolutionnaire de l'islam, Tahar Haddad fut un militant actif pour l'émancipation des femmes. Il s'est battu pour l'égalité des droits, notamment en matière d'héritage et d'éducation. Il s'est opposé à la polygamie, aux « mariages arrangés » et à l'enfermement des femmes jugées récalcitrantes. Il voulait que le divorce relève de la compétence du juge. Ses propositions ont été à l'époque condamnées par les musulmans conservateurs. Elles furent, par contre, en grande partie reprises lors de la promulgation du Code du statut personnel, en août 1956.
En 1935, Tahar Haddad meurt à Tunis dans la misère et une grande solitude.

Jean-Paul Finidori

Né en 1890 en Corse, Finidori est comptable, en 1922, à la municipalité de Tunis où il milite à la CGTU. Il est également secrétaire de la Fédération de Tunisie du PCF qui se bat pour l'indépendance des colonies et s'emploie à l'arabisation du Parti. Révoqué de son emploi municipal pour ses convictions, il travaille ensuite chez un représentant de commerce.
Jean-Paul Finidori soutient activement les grèves et la création de la CGTT. Son action militante lui vaut plusieurs condamnations de prison. Il est arrêté avec les syndicalistes tunisiens de la CGTT en février 1925 pour complot contre la sûreté intérieure de l'État. Jugé à Tunis en novembre 1925, il est condamné à dix ans de bannissement. Le procureur de la République disait dans son réquisitoire : « le plus coupable, c'est Finidori, le traître français dont le but était le massacre de ses compatriotes ».
A la suite de son bannissement et après sa rupture avec le PCF, Finidori rejoint en France les syndicalistes-révolutionnaires de La Révolution Prolétarienne. Membre du syndicat des correcteurs CGT à partir de 1935, J.-P. Finidori en fut un des responsables jusqu'à sa retraite en 1955. Il est ensuite retourné finir sa vie en Tunisie. (1)

Farhat Hached (1914-1952)

Fils de pêcheur, Farhat Hached est né en 1914 dans les îles Kerkennah, dans la région de Sfax. Travaillant dans les transports automobiles, il milite à partir de 1936 à la CGT. Fidèle à sa centrale, il ne participe pas à la « deuxième CGTT » qui voit le jour en 1937.
Après la parenthèse pétainiste où les syndicats sont dissous, Farhat Hached participe à partir de 1943 à la reconstruction de l'Union locale CGT de Sfax, en tant que salarié municipal. Ecarté des responsabilités par les communistes qui ont désormais un poids prépondérant, il part de la CGT et met sur pied un syndicat autonome pour le Sud tunisien. Avec le soutien des nationalistes tunisiens, celui-ci se développe et fusionne avec d'autres syndicats autonomes pour fonder l'UGTT, en janvier 1946. La nouvelle centrale supplante rapidement l'UD CGT qui prend, en octobre 1946, le nom d'USTT.

Après avoir longtemps cherché à s'affilier à la FSM, dont la CGT puis l'USTT sont membres, l'UGTT rejoint finalement la CISL en juin 1950.
Alors que Bourguiba refuse toute notion de lutte de classes, toute opposition d'intérêts entre Tunisiens, Farhat Hached est ancré sur les intérêts propres de la classe ouvrière.
Après l'arrestation en janvier 1952 des principaux leaders du Néo-Destour et du Parti communiste, Farhat Hached devient le dirigeant réel de la résistance nationaliste. Directeur-adjoint de la CISL et soutenu par les syndicats américains, Hached jouit d'une certaine immunité. C'est la raison pour laquelle l'Etat français décide de se débarrasser de lui. Le 5 décembre 1952, il est assassiné par un commando de « La Main rouge », une organisation fasciste de colons, liée aux services secrets français.2 « Ce meurtre de la personnalité la plus populaire auprès des masses tunisiennes secoue le pays en profondeur. Dans les semaines qui suivent, des groupes armés engagent le combat au sud du pays. C'est le déclenchement de la dernière phase du combat qui ne cessera qu'après l'indépendance ».3

Ahmed Tlili (1916-1967)

Ahmed Tlili est né à Ksar-Gafsa dans une famille d'agriculteurs ruinés. En 1936, il est exclu de son établissement scolaire pour activités nationalistes. A Alger, où il poursuit des études, Ahmed Tlili rencontre des nationalistes Algériens, puis adhère en 1937 au Néo-Destour.
De retour à Gafsa en 1938, il est brièvement instituteur. Il entre ensuite aux PTT où il participe à la construction d'un syndicat indépendant de la CGT, très implanté dans cette région minière. Avec l'aide de Fahrat Hached, ce syndicat PTT servira de point d'appui à la fondation de l'UGTT dans la région en 1946. L'année suivante, Ahmed Tlili est membre de la Commission administrative nationale de l'UGTT. Ahmed Tlili représente par la suite l'UGTT dans des réunions internationales de la CISL.
La lutte armée contre l'occupant français débute en janvier 1952. Ahmed Tlili est rapidement arrêté et ne retrouvera sa liberté qu'en juillet 1954, devenant alors membre du Bureau exécutif de l'UGTT. Nombre de dirigeants du Néo-Destour sont toujours en prison ou en exil, et Ahmed Tlili se lance dans la reconstruction du parti.
Dans la lutte fratricide entre nationalistes concernant les négociations avec la France, Ahmed Tlili prend le parti de Bourguiba contre Ben Youssef, et devient membre du Bureau politique du parti en 1955.
Après l'indépendance, Tlili se retrouve également maire de Gafsa, Vice-président de l'Assemblée constituante, ainsi que secrétaire général de l'UGTT entre 1956 et 1963. Il est par ailleurs en charge du soutien à la lutte armée pour l'indépendance en Algérie et en Angola.
En désaccord avec Ben Salah, le secrétaire général de l'UGTT, Bourguiba agit sur deux tableaux. D'une part il favorise une scission de l'UGTT qui prend le nom d'UTT ; d'autre part, il pousse Tlili à prendre la tête de la partie restante de l'UGTT, puis à fusionner en 1957 avec l'UTT.
A partir de 1958, Tlili prend ses distances avec Bourguiba dont il critique les méthodes autocratiques. Il refuse notamment sa volonté de subordonner le syndicat au parti.
En 1963, Tlili est remplacé à la tête de l'UGTT, puis est contraint à l'exil en 1965. En janvier 1966, un an avant sa mort, il écrit un véritable réquisitoire contre le régime intitulé « Lettre à Bourguiba ».

Habib Achour (1913-1999)

Né en 1913, comme Farhat Hached auquel il est apparenté, dans les îles Kerkennah au large de Sfax, Habib Hachour est un personnage complexe et controversé. Militant de la CGT avant la seconde guerre mondiale, il adhère au Néo-Destour en 1935.

En compagnie de Farhat Hached, il reconstitue simultanément le syndicat CGT des employés communaux de Sfax, puis quitte avec lui la CGT pour fonder un des syndicats autonomes à partir desquels est fondé en 1946 l'UGTT. En 1954, Habib Achour, dirigeant régional de l'UGTT, est d'un grand recours au Président du parti Bourguiba pour évincer Ben Youssef qui en est le secrétaire-général.
A partir de 1956, une partie de la vie politique tunisienne est dominée pendant une trentaine d'années par l'alternance de périodes de coopération et d'affrontements entre Habib Achour et le Président Bourguiba. Dans les périodes où il était en responsabilité, « Habib Achour gérait les affaires du syndicat en despote absolu. En effet, il était un modèle réduit de Bourguiba. Et tout comme Bourguiba, il avait un pouvoir charismatique ».4
Sous l'instigation de Bourguiba, Habib Achour organise en 1956 une scission de l'UGTT, prenant le nom d'UTT. Une fois Ben Salah écarté du secrétariat général, les deux organisations fusionnent en 1957, et Habib Achour en est le secrétaire général adjoint. Devenu, en mars 1963 secrétaire général de l'organisation unifiée, Habib Achour refuse ensuite les injonctions du parti (et du Bureau politique dont il est membre de 1964 à 1966).
En 1965, suite à une intervention du pouvoir, Habib Achour est alors remplacé à la tête de l'UGTT, puis emprisonné en 1966, avant d'être acquitté l'année suivante.
En 1970, face à la crise grave qu'il traverse, le pouvoir demande à Achour de redevenir secrétaire général de l'UGTT, ce qu'il accepte immédiatement. De 1971 à 1977, il est à nouveau simultanément membre du Bureau politique du Néo-Destour,
Habib Achour cherche alors à étendre la participation de l'UGTT aux diverses instances constitutionnelles de l'Etat. Profitant d'une bonne conjoncture économique, l'UGTT obtient de nombreux avantages pour les travailleurs
En échange, Habib Achour « engage la centrale dans une politique de collaboration active avec le gouvernement, incite les travailleurs à augmenter la production et la productivité ».
Mais un nouveau renversement intervient avec la crise économique et le développement des grèves : face au durcissement du pouvoir, le congrès de mars 1977 de l'UGTT voit la poussée de la base qui exige la rupture totale avec celui-ci. Habib Achour et d'autres dirigeants déchirent leur carte du parti au pouvoir.
Le 26 janvier 1978, la grève générale à l'appel de l'UGTT est violemment réprimée par l'armée : on dénombre des centaines de morts et de blessés. Un millier de membres de l'UGTT, dont Habib Achour, sont arrêtés.5 Le pouvoir met en place une direction « fantoche » à la tête de l'UGTT.
En 1981, Bourguiba est finalement contraint de reconnaitre l'échec de sa tentative de « caporalisation » de l'UGTT, et d'accepter le retour d'Habib Achour à la tête de la centrale. Celui-ci essaye de reprendre en main l'appareil en écartant les plus compromis avec le pouvoir, tout en s'efforçant de récupérer, sinon de briser les tendances syndicales les plus pugnaces.
Mais, le 29 décembre 1983, éclate spontanément la « révolte du pain » qui embrase l'ensemble du pays. Face aux mobilisations, le pouvoir organise une scission de l'UGTT. Puis, en décembre 1985, Habib Achour et d'autres dirigeants de l'UGTT sont condamnés à de lourdes peines. C'est la fin d'une époque pour l'UGTT, que renforce le départ à la retraite d'Habib Achour en 1988.

Notes :
1. D'après René Gallisso "Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier Maitron (4° partie, tome 28, 1986) reproduit sur le site de la FTCR www.citoyensdesdeuxrives.eu
2. http://www.citoyensdesdeuxrives.eu/better/index.php?option=com_content&view=article&id=1692:association-verite-et-justice-pour-farhat-hached--58e-anniversaire-de-lassassinat-de-f-hached-&catid=60:tunisie&Itemid=81
3. Juliette Bessis, « Les fondateurs, index biographique des cadres syndicalistes de la Tunisie coloniale » (L'harmattan 1985).

4. Hédi Timoumi : « La Tunisie 1956-1987 » (Cenatra - Tunis 2010) p262.
5. Un certain Ben Ali est à l'époque le chef de la police.

Sources :
* UGTT : « Les leaders du mouvement syndical »
www.ugtt.org.tn/fr/connaitre-lugtt/les-leaders-du mouvement-syndical/
* Juliette Bessis : « Les fondateurs, index biographique des cadres syndicalistes de la Tunisie coloniale (1920-1956) », (L'Harmattan, 1985).
* Juliette Bessis : Maghreb, questions d'histoire", L'Harmattan, 2003.
* Une série de portraits est disponible en ligne dans la rubrique « A lire - pour mémoire » du site de la FTCR www.citoyensdesdeuxrives.eu
* Noureddine Sraïeb, « Contribution à la connaissance de Tahar el-Haddad (1899-1935) », Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, vol. 4, n°4, 1967, pp. 99-132
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remmm_0035-1474_1967_num_4_1_965
* Noureddine Sraieb : « Islam, réformisme et condition féminine en Tunisie : Tahar Haddad (1898 1935) » Clio, Femmes du Maghreb, 9-1999. http://clio.revues.org/285
* Habib Boulares : Préface à « Pour la démocratie, lettre à Bourguiba » par Ahmed Tlili (Fondation Ahmed Tlili, Tunis 2011).
* Signalons enfin l'autobiographie très subjective d'Habib Achour, pleine d'anecdotes passionnantes. « Ma vie politique et syndicale enthousiasme et deceptions 1944 - 1981 » (Alif éditions - Tunis 1989).

Voir en ligne : Page Tunisie dans la rubrique « international » de www.solidaires.org

---

P.-S.

* Ce texte fait partie du dossier Tunisie publié par l'Union syndicale Solidaires
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26954